



Halte aux agressions d'opérations de sauvetage en mer

Déclaration commune de la CGT, la Cimade, la FSU, la LDH, de l'Union syndicale Solidaires

Le 25 août 2025, à 15h03 heure locale, l'Océan Viking, un navire de recherche et de sauvetage affrété par SOS Méditerranée a été, durant vingt minutes, la cible de tirs de garde-côtes libyens circulant à bord d'un patrouilleur de classe Corrubia.

Au moment de l'attaque, l'Océan Viking se trouvait dans les eaux internationales à environ 40 milles marins au nord des côtes libyennes et transportait 87 personnes secourues dans la nuit du 23 et du 24 août 2025 au matin. Le navire de SOS Méditerranée était, au moment des faits, engagé dans la recherche d'une autre embarcation en détresse et avait obtenu l'autorisation du Centre de coordination italien de mener ses investigations avant de revenir au port pour débarquer ses passagers.

Les garde-côtes ont, de manière totalement illégale, intimé l'ordre au navire de sauvetage de quitter la zone, avant de déclencher des tirs incessants qui n'ont été précédés d'aucun avertissement ni ultimatum.

Pire, les membres de l'équipage d'Océan Viking ont été délibérément visés. Si les personnes rescapées ont pu être mises à l'abri des tirs et qu'aucune victime n'est heureusement à déplorer, les dégâts matériels s'avèrent considérables.

Nos organisations dénoncent cette agression qui témoigne d'une nouvelle escalade dans une violence qui visait l'équipe de sauvetage du navire et ses capacités d'intervention humanitaire.

Au-delà de ce fait, témoignant du mépris total de la Garde-côtière libyenne pour le respect des droits fondamentaux et du droit maritime international, cette agression, peu relayée dans les médias français, s'inscrit dans un contexte plus général de fragilisation et de criminalisation des opérations de sauvetage.

Celles et ceux qui n'ont à la bouche que les mots de « submersion migratoire », de maîtrise des flux et de contrôle des frontières, y compris au sein de l'Union européenne, devraient s'interroger sur ce déferlement de violence et ce piétinement du droit international qui visent désormais des populations vulnérables autant que leurs sauveteurs.

La CGT, la Cimade, la FSU, la LDH et l'Union syndicale Solidaires attendent des autorités européennes qu'une enquête soit diligentée sur cette attaque et que de réelles dispositions soient prises pour faciliter et sécuriser les opérations de sauvetage solidaires. L'Union européenne doit mettre un terme à l'accord passé avec la Libye et, de façon générale, promouvoir le respect des droits humains pour sa politique migratoire et notamment dans ses relations avec des Etats tiers. Nos organisations expriment leur entière solidarité à l'égard de SOS Méditerranée face à cette attaque ignoble.